

lecourriercauchois.fr

Rentrée 2025-2026. Ce courrier de l'Etat qui fait sortir le maire de Bolbec de ses gonds

Cédric Thomire

2-3 minutes

Un courrier reçu vendredi 29 août à la veille de la rentrée de classe a passablement énervé Christophe Doré, le maire de Bolbec. *"Dans cette lettre l'Etat m'informe qu'il cesse de financer les 1,30€ qu'il reverse à la commune pour chaque petit-déjeuner servi dans les écoles". [A Bolbec, ce dispositif avait été lancé en 2021](#) pour offrir un petit-déjeuner équilibré aux enfants afin de lutter contre les inégalités alimentaires et aussi sensibiliser les élèves à l'importance de ce repas souvent négligé. "L'arrêt de ce financement, c'est 4 000€ en moins pour les finances de la Ville. Comment peut-on oser, la veille de la rentrée, annoncer cela à un maire alors que le dispositif est prévu pour l'année scolaire ? C'est un profond manque de respect !"*

"Un profond manque de respect"

Christophe Doré sait très bien qu'il y a des restrictions budgétaires, *"mais les engagements pris doivent être tenus. Si on m'avait alerté en mars-avril j'aurais compris. Me le dire la veille de rentrée c'est insupportable. Pour ne pas pénaliser les enfants je vais devoir trouver cette somme ailleurs dans le budget municipal, au détriment d'une autre action..."*

Bolbec n'est pas la seule commune concernée. La sénatrice bolbécaise Céline Brulin a d'ailleurs interpellé Elisabeth Borne, la ministre de l'Education nationale. *"Je ne peux pas croire que votre gouvernement, dans ses derniers instants, refuse de mettre à contribution les plus fortunés, mais fasse des économies de 'bout de chandelle' sur le dos des enfants, a-t-elle taclé. Je vous demande de revenir sur cette décision et d'attribuer les financements nécessaires aux petits-déjeuners dans les écoles pour favoriser l'égalité des chances."*

La sénatrice souligne que *"dans un contexte social où de nombreuses familles peinent à boucler les fins de mois, en raison notamment de l'explosion des prix de l'alimentation, ce dispositif contribue à réduire la précarité subie dès le plus jeune âge"*.